



L'association nationale des directeurs de CIO s'adresse aux chefs d'établissement

Mesdames et Messieurs,

La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » transfère aux régions l'information liée à l'orientation et le 28 mai dernier a été signé le cadre national de référence pour préciser les compétences respectives de l'État et des Régions dans l'exercice de leurs missions en matière d'orientation et d'information et les principes communs de leur action, et ainsi permettre une meilleure cohérence de leurs interventions :

<https://www.education.gouv.fr/cid142334/orientation-scolaire-cadre-national-de-reference-entre-l-etat-et-regions-de-france.html>

Pour répondre à cet enjeu majeur de l'orientation pour chaque jeune, « le Gouvernement a engagé une transformation de l'orientation afin que chaque élève réussisse et s'insère dans le monde professionnel et dans la société, en ayant accès à une information renforcée et claire, ainsi qu'à un accompagnement individualisé. » (voir schéma ministériel en annexe)

Cette *transformation de l'orientation*, pour indispensable et intéressante qu'elle soit, s'accompagne cependant d'une **décision pour le moins contradictoire de réduire le nombre de CIO, centres d'information et d'orientation à 150** pour tout le territoire national qui en compte aujourd'hui 454.

Comme vous le savez, l'activité principale des CIO n'est plus aujourd'hui d'informer les publics reçus, qui utilisent d'autres vecteurs, mais de les conseiller et de les accompagner dans la construction de leur parcours de formation, de les aider à la prise de décision.

Les CIO ont aussi la lourde tâche de prendre en charge les jeunes qui abandonnent leurs cursus, qui sont empêchés pour diverses raisons de se maintenir en formation ainsi que les nouveaux arrivants.

Quelles conséquences la fermeture des CIO de proximité aura-t-elle pour vous, votre établissement et vos élèves ?

Les psy-EN seront-ils plus présents en établissement pour l'accompagnement des élèves ?

Contrairement à ce qui a été annoncé dans un premier temps, **chaque psy-EN ne sera pas affecté dans un établissement** car, pour couvrir tous les EPLE, il faudrait massivement recruter, ce qui n'est pas à l'ordre du jour.

Les psy-EN interviendront toujours sur deux, trois, voire quatre établissements, et leur charge en effectif restera à 1500 élèves en moyenne, ce qui ne changera rien par rapport à la situation actuelle.

Le **temps gagné** sur le CIO dégagera au maximum une journée par psy-EN à répartir sur leurs secteurs, soit **au plus 3 heures par établissement**.

Les missions extérieures (CDO, CDAPH, forums,...) continueront d'être exercées par les psy-EN sur leur temps de service.

Donc pas de quoi renforcer efficacement l'accompagnement des élèves.

Où sera reçu le public accueilli auparavant par les CIO dans les villes où ils disparaîtront ?

Les élèves et leurs familles ne pourront être reçus que **dans les établissements scolaires**, de même que les décrocheurs, les élèves emménageant et les EANA, y compris pendant les vacances, périodes intenses pour les CIO. En effet, le ministère prévoit de remplacer les CIO supprimés par points d'accueil qu'il faudra bien loger à moindres frais, non seulement pour accueillir le public mais aussi pour y entreposer le matériel et les outils de travail des psyEN, tests, protocoles de passation, ouvrages techniques, etc.

Quelle sera la répartition des rôles ?

La région prendra en charge l'information sur les métiers et les filières de formation. Les brochures et guides régionaux édités par la DRONISEP, supprimée, disparaîtront et votre CDI perdra une grande part de la documentation sur l'orientation. **Les psy-EN seront dessaisis de la majeure**

partie de l'information sur les filières de formation inhérente au conseil en orientation car attendus sur l'accompagnement individuel des élèves en collaboration avec les enseignants, dont le rôle de conseil sera renforcé.

Il vous faudra accueillir des personnels extérieurs à l'EN (région, branches professionnelles, etc.) pour qu'ils assurent l'information aux élèves et aux familles dans les lycées, les lycées professionnels et les collèges et dont il vous appartiendra d'**organiser les interventions et de les intégrer dans le projet d'établissement** en cohérence avec le Parcours avenir.

Les statuts et les compétences à s'adresser à des élèves seront nécessairement divers, mais on peut surtout s'interroger sur la neutralité des informations fournies ainsi que sur l'éventail des champs couverts et la disponibilité des intervenants pour répondre aux questions des élèves.

Le rôle des CIO dans les bassins et l'avis des DCIO vous seront très précieux pour garder un œil critique sur les propositions d'interventions nombreuses et variées qui vous seront adressées et pour vous aider à construire un programme cohérent et adapté à vos élèves.

Quel sera l'impact pour les chefs d'établissements ?

Puisque les chefs d'établissements ont dans les textes la responsabilité du suivi pendant un an après leur sortie de leurs élèves décrocheurs et des non affectés, ils devront **prendre en charge ces élèves et leur accompagnement**, à la place des CIO. Il vous sera donc demandé de contacter ces anciens élèves pour s'assurer de leur devenir, les aider à trouver des solutions et faire remonter les informations à la DSDEN et/ou au SAIO. Les remontées statistiques vous incomberont aussi.

Vous devrez aussi veiller à rendre vos **établissements accessibles à tous les publics, le plus largement possible** (mercredi après-midi et vacances).

Des publics non scolarisés devront également être reçus sous votre responsabilité dans vos établissements devenus points d'accueil, dont le secrétariat sera assuré par vos agents.

Le corps des psy-EN étant composé actuellement de **plus d'un tiers de contractuels** qui étaient formés et accompagnés par les DCIO et leurs équipes, les établissements devront accueillir ces **collègues sans formation et isolés dans leur pratique.**

En cas d'absence non remplacée du psyEN, il n'y aura plus aucune possibilité de renvoyer les familles vers le CIO ou de contacter celui-ci pour un conseil technique.

Les projets annoncés soulèvent beaucoup de questions qui ne concernent pas que les CIO et les DRONISEP et auront un impact certain sur le fonctionnement de vos établissements.

Avec la fermeture des trois-quarts des CIO, c'est beaucoup plus que la disparition des structures qui est en jeu : c'est aussi la négation et la perte de l'expertise développée depuis plus d'un siècle, sans cesse remise en question et alimentée par une constante mise à jour des connaissances et des compétences des équipes tant en psychologie et développement affectif et cognitif que dans les domaines de la sociologie, l'économie, et bien sûr les systèmes de formation français et étrangers.

Le travail réalisé en CIO, invisible à beaucoup, à commencer par notre propre ministre, de formation permanente, entre pairs, par l'analyse des pratiques, la confrontation des savoirs et des savoir-faire, sera impossible à remplacer par le PNF ou les PAF, ce dont le système éducatif dans son ensemble et les établissements scolaires en particulier, ne pourront que pâtir.

C'est pourquoi, l'ANDCIO vous alerte et vous invite à faire connaître au ministre votre opinion sur cette problématique de la disparition des CIO qui est à nos yeux largement sous-estimée.

Corinne BLIECK, présidente de l'ANDCIO

L'ORIENTATION SCOLAIRE : UNE MISSION PARTAGÉE ENTRE L'ÉTAT ET LES RÉGIONS



L'ÉTAT

- Définit la politique d'orientation des élèves et des étudiants
- Prend les décisions d'orientation et d'affectation des élèves
- Accompagne les élèves, les étudiants et les apprentis dans leurs choix d'orientation



LA RÉGION

- Élabore la documentation de portée régionale
- Organise des actions d'information sur les formations et les métiers
- Diffuse l'information nationale et régionale



- Élabore et diffuse de l'information nationale et des ressources pédagogiques



CADRE NATIONAL DE RÉFÉRENCE

Convention régionale



ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

- Programme annuel ou pluriannuel d'information voté en CA
- Horaire dédié à l'accompagnement à l'orientation

CIO



**UNIVERSITÉS
ET AUTRES ÉTABLISSEMENTS
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

SCUIO-IP

Évolution du partage de compétences État/Région relatif à l'orientation
en application de la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse - Mai 2019

Aux termes de la loi du 5 septembre 2018, ce schéma entrera en vigueur à la rentrée 2019 !